

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été créée en 1962; elle a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE); on fournissait ainsi aux pays industrialisés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord et, plus tard, au Japon, l'occasion de se consulter sur différentes questions de politique économique, de commerce et d'aide aux pays en voie de développement. En 1969, l'Organisation a commencé une importante phase de transition. Les gouvernements membres ont accepté la nomination d'un nouveau secrétaire général, M. Van Lennep, des Pays-Bas; ce dernier a remplacé le premier secrétaire général de l'Organisation, M. Kristensen. De plus, on s'est écarté quelque peu des activités traditionnelles d'orientation économique poursuivies par l'OCDE au cours de ses sept premières années d'existence. Le nouveau programme de travail de 1970 a orienté l'organisation vers ce que M. Kristensen a appelé les problèmes de la société moderne ou de l'économie moderne. Le Canada a encouragé ce virage parce qu'il se rend compte des liens qui existent entre les problèmes de l'économie moderne, c'est-à-dire la pollution, l'urbanisation, l'éducation des adultes, la mobilité de la main-d'oeuvre, d'une part, et le but principal de l'organisation, qui est de réaliser et de maintenir une croissance économique maximum et stable dans les pays membres, d'autre part.

Lors de l'Assemblée ministérielle annuelle de l'OCDE, en février, on a tenté d'établir une collaboration plus étroite et une coordination plus efficace entre les politiques des pays membres dans de nombreux domaines: contrôle de l'inflation, réévaluation continue du système monétaire international, examen des procédés de rectification dont se servent les gouvernements à l'égard de la balance des paiements, libéralisation du commerce international, problèmes des pays en voie de développement. La délégation canadienne, dirigée par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Pepin, a souligné qu'il y a lieu d'étudier l'entreprise multinationale, son rôle positif à l'égard de l'investissement étranger et des mouvements de capitaux de même que son influence dans les domaines de la technologie et du commerce. En 1969, on a reconnu l'importance croissante de l'OCDE en tant qu'organisme consultatif pour le Canada en attribuant le titre d'ambassadeur au chef de la délégation canadienne auprès de l'Organisation.

Le Fonds monétaire international a tenu sa réunion annuelle à Washington du 29 septembre au 3 octobre. La délégation canadienne était dirigée par M. Edgar Benson, ministre des Finances, et M. Louis Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada. Au cours de la réunion annuelle qui marquait cette année le vingt-cinquième anniversaire de la fondation des Institutions de Bretton Woods, on a décidé, et cette décision a été appuyée énergiquement par le Canada, d'activer le rythme des droits de tirage spéciaux du FMI; cela permettra de fournir 9.5 milliards de dollars de plus en liquidité au système monétaire international au cours des trois prochaines années. Lors de la réunion annuelle, le Conseil des gouverneurs du FMI a aussi demandé au Conseil exécutif du Fonds de soumettre avant la fin de l'année des propositions en ce qui concerne l'augmentation de la cotisation des pays membres au FMI. Les gouverneurs du FMI ont aussi décidé qu'il serait bon de continuer à étudier les diverses propositions visant à augmenter la flexibilité des taux de change. D'une façon générale, on s'est toutefois rendu compte que, malgré les pressions spéculatives continues qui se sont exercées en 1969, les progrès enregistrés au cours de l'année ont contribué à